



**PRÉFET  
DE VAUCLUSE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale de  
la protection des populations**

**Service Prévention des Risques Techniques**

**Arrêté préfectoral complémentaire**

modifiant l'arrêté préfectoral du 28 février 2017 autorisant la société GBFOODS Production France SAS, pour son établissement situé au Pontet (84), à poursuivre l'exploitation d'un établissement spécialisé dans la fabrication de soupes à base de légumes

**LE PRÉFET DE VAUCLUSE**

**CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

**Vu** la décision d'exécution (UE) 2018/2031 de la commission du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans les industries agroalimentaire et laitière, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;

**Vu** la directive 2015/2193 du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;

**Vu** le Code des relations entre le public et l'administration ;

**Vu** le Code de l'environnement et notamment son titre 1er du livre V ;

**Vu** le décret du 14 février 2024 publié au Journal officiel du 15 février 2024, portant nomination de M. Thierry SUQUET, en qualité de préfet de Vaucluse ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des ICPE soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumise à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 28 février 2017 autorisant la société CONTINENTAL FOODS PRODUCTION FRANCE SAS à poursuivre l'exploitation d'un établissement spécialisé dans la fabrication de soupes à base de légumes ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2020 complémentaire à l'arrêté préfectoral du 28 février 2017 autorisant la société GB Foods Production France SAS pour son établissement situé au Pontet (84) à poursuivre l'exploitation d'un établissement spécialisé dans la fabrication de soupes à base de légumes ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2025 donnant délégation de signature à Madame Sabine ROUSSELY, secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse ;

**Vu** l'accusé de réception délivré par Monsieur le préfet de Vaucluse le 22 avril 2020 à la société GBFOODS PRODUCTION FRANCE SAS, du changement d'exploitant et du transfert de l'autorisation environnementale de la société CONTINENTAL FOODS PRODUCTION FRANCE au profit de la société GBFOODS PRODUCTION FRANCE SAS ;

**Vu** le rapport en date du 3 août 2023 de l'inspection des installations classées, relatif à l'instruction du dossier de réexamen au regard des conclusions sur les meilleurs techniques disponibles relatives aux industries agroalimentaires et laitières ;

**Vu** le rapport en date du 23 mai 2024 de l'inspection des installations classées, relatif aux conclusions de la visite d'inspection du 25 avril 2024 ;

**Vu** le rapport et les propositions en date du 25 avril 2025 de l'Inspection des installations classées

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté le 26 mai 2025 à la connaissance de l'exploitant

**Vu** l'absence d'observation de l'exploitant suite à la transmission du projet d'arrêté préfectoral susvisé ;

**Considérant** que les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 28 février 2017 susvisé nécessitent d'être mises à jour afin de tenir compte de l'évolution :

- du changement de régime (passage de l'autorisation à la déclaration) de l'installation de combustion, classée sous la rubrique 2910-A ; ce changement de régime a été acté dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 décembre 2020, mais les prescriptions préfectorales relatives au fonctionnement de l'installation (notamment valeurs limites d'émissions et autosurveillance) n'ont pas été mises à jour,
- de la réglementation des émissions de polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes,
- de la quantité cumulée de fluides frigorigènes présentes dans les équipements de refroidissement, relevant de la rubrique ICPE 1185-2,
- des fréquences de mesures et des valeurs limites applicables aux rejets aqueux dans le milieu naturel, pour le secteur d'activité de la société GBFOODS sur la base des conclusions sur les MTD, actées par l'arrêté ministériel du 27 février 2020 susvisé ;

**Considérant** que ces mises à jour prennent la forme d'un arrêté préfectoral complémentaire pris en application de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement ;

**Sur** proposition de Monsieur le directeur départemental de la protection des populations ;

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> :

Le tableau listant les installations classées exploitées par la société GBFOODS PRODUCTION FRANCE SAS sur son site industriel du Pontet visé à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral 28 février 2017 susvisé est remplacé par le suivant :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
3642-3b	A	<p>Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus :</p> <p>3. Matières premières animales et végétales, aussi bien en produits combinés qu'en produits séparés, avec une capacité de production, exprimée en tonnes de produits finis par jour :</p> <p>b) Supérieure à <math>[300 - (22,5 \times A)]</math> dans tous les autres cas</p> <p>où « A » est la proportion de matière animale (en pourcentage de masse) dans la quantité entrant dans le calcul de la capacité de production de produits finis.</p>	<p>Fabrication de soupes <math>A = 0,5</math></p> <p>400 t/j de produits entrants d'origine végétales</p> <p>100 t/j de produits entrants d'origine animale</p>	<p>640 t/j de produits finis, dont :</p> <p>610 t/j de liquides</p> <p>30 t/j de secs</p> <p>(pour mémoire : 110 000 t/an)</p>
4130-2a	A	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation.</p> <p>2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 10 t</p>	Stockage d'acide nitrique à 58-60 %	12 tonnes
2921-1a	E	<p>Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) :</p> <p>1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle :</p> <p>a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW.</p>	<p>Présence de trois tours sur le même réseau desservant les circuits fermés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- closed loop</li> <li>- utilités.</li> </ul>	$P = 8\,753\text{ kW}$

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
1185-2a	D	<p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.</p> <p>a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg.</p>	Installations de réfrigération	<p>Quantité cumulée de fluide :</p> <p>862,9 kg</p>
1510-2c	D	<p>Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques.</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :</p> <p>c) Supérieur ou égal à 5 000 m<sup>3</sup> mais inférieur à 50 000 m<sup>3</sup></p>	Entrepôts existant au 23/12/08	<p>V =</p> <p>18 301 m<sup>3</sup></p>
1530-2	D	<p>Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 et des établissements recevant du public..</p> <p>2. Supérieur à 1 000 m<sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 20 000 m<sup>3</sup>.</p>	Dépôt de bois, papiers, cartons	<p>V = 2 500 m<sup>3</sup></p>
2910-A.2	D	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la</p>	<p><b>Installations de production de vapeur autorisées :</b></p> <p>Chaudière gaz n°1 : P = 9,8 MW</p> <p>Chaudière gaz n°2 :</p>	<p>P maximum = 16,10 MW</p>



Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
		<p>fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du Code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	<p>P = 5,6 MW  Chaudière gaz n°3 :  P = 5,6 MW  Cogénération gaz :  P = 6,3 MW</p> <p><b>Peuvent fonctionner simultanément :</b>  Chaudière gaz n°1 +  Chaudière gaz n°2  ou  Chaudière gaz n°1 +  Chaudière gaz n°3  ou  Chaudière gaz n°2 +  Chaudière gaz n°3  ou  Chaudière gaz n°1 +  Cogénération gaz  ou  Chaudière gaz n°2 +  Cogénération gaz  ou  Chaudière gaz n°3 +  Cogénération gaz</p>	
2925-1	D	<p>Accumulateurs électriques (ateliers de charge d').</p> <p>1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW</p>	<p>Un atelier de charges  Quelques zones dispersées</p>	P = 143 kW

## Article 2 :

L'article 3.2.2. de l'arrêté préfectoral du 28 février 2017 susvisé est remplacé par l'article suivant :

### « Article 3.2.2. Conduits et installations raccordées

N° Conduit	Installations raccordées	Hauteur (m)	Diamètre (m)	Débit nominal (Nm <sup>3</sup> /h)	Vitesse d'éjection mini (m/s)	Puissance ou capacité	Combustible	Traitement
1	Chaudière 1 (mise en service : 1999)	20,8	0,9	26 742	8	9,55 MWth	Gaz naturel	Non
2	Chaudière 2 (mise en service : 1972 ; remplacement brûleur : 2005)	19	0,75	14 258	8	5,6 MWth	Gaz naturel	Non
3	Chaudière 3 (mise en service : 1971 ; remplacement brûleur : 2004)	19	0,75	14 258	8	5,6 MWth	Gaz naturel	Non
4	Cogénération (moteur) (mise en service : 2018)	15	0,7	12 267	8	6,3 MWth	Gaz naturel	Non
5	Aspiration Royco	12,7	0,55	11 200	/	/	/	Dépoussiéreur à décolmatage par air comprimé
6	Dépoussiéreur liants	Sortie en toiture	/	5000	/	/	/	Filtre cyclonique
7	Hottes (pour la pesée des épices)	En façade	/	/	/	/	/	/

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure, rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), sauf pour les installations de séchage où les résultats sont exprimés sur gaz humides. »

## Article 3 :

L'article 3.2.3. de l'arrêté préfectoral du 28 février 2017 susvisé est remplacé par l'article suivant :

### « Article 3.2.3. Valeurs limites en concentrations de polluants rejetés

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration de polluant, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), sauf pour les installations de séchage où les résultats sont exprimés sur gaz humides,
- à une teneur en O<sub>2</sub> ou CO<sub>2</sub> précisée dans le tableau ci-dessous.

Paramètre	Conduits n°1,2,3	Conduit n°4	Conduit n°5	Conduits n°6 et 7
Teneur en O <sub>2</sub> de référence	3 %	15 %	/	/
Poussières	/	/	20	40
NOx (équivalent NO <sub>2</sub> )	100	95	/	/
Formaldéhyde	/	15	/	/
CO	100	100	/	/

Les mesures sont effectuées selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère. Elles sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. Pour les turbines et moteurs, les mesures sont effectuées en régime stabilisé à pleine charge.

Les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission. »

#### Article 4 :

L'article 10.2.1.1. de l'arrêté préfectoral du 28 février 2017 modifié est remplacé par l'article suivant :

#### « Article 10.2.1.1. Autosurveillance

L'exploitant fait effectuer les mesures prévues dans le tableau ci-dessous par un organisme agréé par le ministre de l'Écologie ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).

Paramètre	Conduits n°1,2,3	Conduit n°4	Conduit n°5	Conduits n°6 et 7
Débit rejeté	Tous les 2 ans	Tous les 2 ans		
Teneur en O <sub>2</sub>	Tous les 2 ans	Tous les 2 ans	/	/
Température	Tous les 2 ans	Tous les 2 ans		
Teneur en vapeur d'eau	Tous les 2 ans	Tous les 2 ans		
Poussières	/	/	Tous les ans	Tous les ans
NOx (équivalent NO <sub>2</sub> )	Tous les 2 ans	Tous les 2 ans	/	/
Formaldéhyde	/	Tous les 2 ans	/	/
CO	Tous les 2 ans	Tous les 2 ans	/	/

Les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des analyses sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats. »

#### Article 5 :

Les dispositions des alinéas 2 et suivants de l'article 9.1.1. de l'arrêté préfectoral 28 février 2017 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« En complément, l'exploitant est autorisé à exploiter les chaudières 1, 2, 3 et la cogénération, sous réserve du respect des prescriptions du présent chapitre.

L'exploitant n'est autorisé à exploiter simultanément l'ensemble des équipements de combustion. Peuvent fonctionner simultanément les équipements suivants :

Chaudière gaz n°1 +

Chaudière gaz n°2

ou

Chaudière gaz n°1 +

Chaudière gaz n°3

ou

Chaudière gaz n°2 +

Chaudière gaz n°3

ou

Chaudière gaz n°1 +

Cogénération gaz

ou

Chaudière gaz n°2 +

Cogénération gaz

ou

Chaudière gaz n°3 +

Cogénération gaz

En cas d'indisponibilité de la vapeur issue de l'installation de traitement thermique de déchets de Vedène, deux chaudières et la cogénération gaz peuvent fonctionner simultanément, sous réserve que l'exploitant mette en œuvre les mesures techniques adéquates (bridage) afin de garantir que la puissance thermique totale des installations en fonctionnement soit strictement inférieure à 20 MW.

#### Article 6 :

Le tableau listant les valeurs limites d'émissions des eaux résiduaires rejetées par la STEP dans l'article 4.4.9.1 de l'arrêté préfectoral 28 février 2017 est remplacé par le suivant :

Paramètre	Concentration maximale (mg/l)	Flux maximal (kg/j)
DCO	100	70
DBO5	30	10
MES	35	30
Azote global	20	20
Phosphore total	2	5



<b>Paramètre</b>	<b>Concentration maximale (mg/l)</b>	<b>Flux maximal (kg/j)</b>
AOX	1	/
Hydrocarbures totaux	10	5
Zinc	2	/

#### **Article 7 :**

Le tableau listant les fréquences de mesures sur le rejet de la STEP dans l'article 10.2.3.1 de l'arrêté préfectoral 28 février 2017 susvisé est remplacé par le suivant :

<b>Paramètre</b>	<b>Fréquence de mesure</b>
Débit	Continue
pH	Continue
Température	Continue
DCO	Journalière
DBO5	Mensuelle
MES	Journalière
Azote global	Journalière
Phosphore total	Journalière
AOX	Mensuelle
Hydrocarbures totaux	Annuelle
Zinc	Annuelle

#### **Article 8 : Délais et voies de recours**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction conformément aux dispositions des articles L. 171-11, L. 181-17, L. 514-6 et R. 181-51 du Code de l'environnement. Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88 010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 :

- Par les tiers intéressés dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté ;
- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

## Article 9 : Mesures de publicité

En vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
- Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois. *Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;*
- Le présent arrêté est publié sur le site internet de l'État en Vaucluse pendant une durée minimale de quatre mois.

## Article 10 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture, le maire du Pontet, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA, le directeur départemental des territoires, le délégué départemental de Vaucluse de l'agence régionale de santé PACA, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'exploitant par le SPRT.

Avignon, le

03 JUL. 2025

03 JUL. 2025

*Pour le préfet,*

La secrétaire générale

Sabine ROUSSELY